

En attendant le drame

La réponse politique à la poudrière des zones urbaines sensibles se fait toujours attendre

XAVIER RAUFER, criminologue.



Comme annoncé depuis fin 2006 par les criminologues, une vague de vols à main armée (“braquages”) déferle sur la France. Toujours plus, ces braquages sont commis en mode guerre civile : usage d’armes de guerre et d’explosifs, tirs délibérés sur les forces de l’ordre, pseudo-uniformes type opérations spéciales. Or tous ces actes criminels-guerriers ont un lien direct, immédiat et indé-

niable avec les fameuses “zones urbaines sensibles” - pour parler clair, des ghettos criminalisés : soit ils y sont commis, soient leurs auteurs en proviennent ou retournent s’y planquer. Enfin, c’est là qu’est investi l’argent du butin (commerces de couverture, immobilier, etc.).

- A mesure que le contrôle criminel s’y accroît, ces “zones urbaines sensibles” se vident. Ce mois-ci, l’INSEE nous apprend que ces “territoires de base de la politique de la ville” se dépeuplent : “la population des 717 ZUS métropolitaines a diminué de 2,3 % depuis 1999” - alors que “la population totale augmentait de 0,7 %”. Traduisons : dès qu’ils le peuvent, leurs habitants honnêtes fuient ces ghettos. En Seine-Saint-Denis, souligne l’Office public de l’habitat

(OPH93), un hall d’immeuble sur huit est occupé, souvent armes en main, par des dealers de stupéfiants.

- Dans ces mêmes ZUS et “quartiers sensibles”, *Le Monde* nous apprend que “43 % des hommes jeunes sont au chômage, le double de la moyenne nationale”. Le même article du *Monde* souligne - ce que nous rabâchons depuis dix ans - que c’est “une situation sans équivalent en Europe”.

- C’est aussi bien sûr dans ces “quartiers sensibles” qu’adviennent, ou démarrent, ces soulèvements criminels défrayant notre chronique nationale depuis trente ans. Cela, les services du Premier ministre (Centre d’analyse stratégique, études de 2006-2007) l’affirment, s’agissant des émeutes incendiaires de novembre 2005 : “Les communes relevant de la politique de la ville y semblent plus sensibles, concentrant l’essentiel des faits (violences, incendies volontaires, etc.)... En Ile-de-France, en particulier dans la petite couronne, on obs-

erve que les communes de la politique de la ville ont été le théâtre de la plupart des incendies de véhicules de la phase initiale...”

Résumons : des bandes armées prêtes, comme on l’a récemment vu à Aulnay, Marseille ou Grenoble, à user d’armes de guerre contre des policiers, des enfants ou des pompiers ; en proie à un sentiment d’impunité d’autant plus enivrant que nul ne les menace dans leurs fiefs. Une preuve ? A Grenoble, nous dit *Le Monde*, suite aux violences de l’été passé, “les policiers se sont heurtés à un mur” et “ne sont pas parvenus à interpellier les auteurs des violences”. La loi du silence pour parler clair.

Telle est l’indéniable situation, constatable par tous. Face à cette poudrière qui explosera tôt ou tard, quelle est la réponse politique ? Car si un problème est politique en France, c’est bien celui-ci. Niveau qualificatif, on va de l’affligeant à l’accablant.

- Le gouvernement semble perdu, entre inefficaces “opérations coup de poing” et incantations. Le 21^e figurant en 21 ans à occuper le poste de ministre de la Ville se veut le “ministre des bonnes nouvelles” - ce qui revient à vanter les bienfaits du jacuzzi aux passagers du Titanic.

Pire encore, de grandes municipalités “de droite” semblent hélas ! avoir choisi d’amadouer les bandes criminelles. Les 6 et 7 mai à Marseille s’est en effet tenu, avec le soutien de la mairie et du maire,

Le 21^e figurant en 21 ans à occuper le poste de ministre de la Ville se veut le “ministre des bonnes nouvelles”

M. Gaudin, un incroyable colloque sur “l’intervention sociale à l’épreuve des trafics de drogue”. On y a baigné deux jours durant dans une “culture de l’excuse” chimiquement pure : la misère et le racisme de la France post-coloniale poussent “les jeunes” à trafiquer. Cette aimable “économie de la débrouille” permet à d’émouvantes “mammans des cités” de survivre. Les dealers ont été dans cette conférence qualifiés de “bouts-de-chou” - vous avez bien lu - par une ethnologue belge un peu secouée, affirmant que le trafic de drogue donnait, à ces âmes innocentes, estime de soi et “compétences”. Rappelons l’objet de ces affectueuses descriptions : des bandes criminelles capables de froidement tirer, à l’arme de guerre, sur deux enfants (16 et

11 ans, un mort, un blessé grave).

A gauche ? Manifestement, le réalisme des élus de terrain socialistes (parmi ceux-ci, le maire de Grenoble) peine à gagner les sommets du parti, où s’élaborent projets et politiques. Là, tout cohabite, de la prise en compte du réel aux caricatures de la bergerie de Marie-Antoinette. Côté Marie-Antoinette, le récent forum des socialistes sur les affaires de sécurité, lors duquel l’idée-force semblait être le retour de la police de proximité, en priorité dans les “quartiers sensibles”. Mais que pourraient faire d’aimables et familiers pandores dans des zones de guérilla comme celles ci-dessus dépeintes, saut à y servir de cibles ?

Et comment concilier, côté cour (Forum sur la ville et l’urbanisme) une foi toujours ardente en la “politique de la ville” et côté jardin (forum sécurité), une “nouvelle culture de la gauche en matière de sécurité” prônant à peu près le contraire ?

Ainsi, les partis de gouvernement semblent-ils tous aujourd’hui incapables de former sur cette affaire de “zones urbaines sensibles” un diagnostic clair, puis de délivrer une ordonnance efficace.

Mais quel diagnostic ? Comme toujours dans les affaires complexes, il faut retourner aux fondamentaux. Dans ses *Origines de la France contemporaine*, Taine dit ceci de l’art de gouverner : “Ce qu’on appelle un gouvernement, c’est un concert de pouvoirs qui chacun, dans un office distinct, travaillent ensemble à une œuvre finale et totale. Que le gouvernement fasse cette œuvre, voilà tout son mérite ; une machine ne vaut que par son effet. Ce qui importe n’est pas qu’elle soit bien dessinée sur le papier, mais qu’elle fonctionne bien sur le terrain. En vain les constructeurs allégueraient la beauté de leur plan et l’enchaînement de leurs théorèmes : on ne leur a demandé ni plans ni théorèmes, mais un outil.”

Pour la “politique de la ville”, cette fulgurante définition est une sentence de mort. Plus on s’acharne, plus on gaspille les milliards d’euros - et plus elle donne, cette “politique”, un effet inverse de celui qu’elle était supposée produire : plus de chômage, plus de misère, plus de crime.

Qu’on la poursuive et voilà ce qu’il adviendra fatalement - l’auteur avertit ici avec solennité. Les bandes criminelles évoluent selon Darwin : “survival of the fittest”. Les gangs qui perdurent et résistent à la répression savent toujours mieux leur métier criminel - notamment l’usage des armes de guerre qu’elles possèdent désormais. Un jour, prochain peut-être, une rafale de Kalachnikov hachera en deux un car de police, un camion de pompiers ou un bus de ramassage scolaire. Comme d’usage accouru après le drame, le ministre de service verra sur le sol les corps sans vie de fonctionnaires, de militaires ou d’enfants. Que se passera-t-il alors, suite à la violence du choc ? Nul aujourd’hui ne peut même l’imaginer.